

## Essai sur l'inflation monétaire

Délibérément ou non, en agitant le spectre de l'inflation, les autorités monétaires ont réalisé l'exploit de contaminer le corps économique de la planète entière d'un mal que l'on peut qualifier de **syndrome de l'inflation**.

Puis, elles ont réussi à consolider leur pouvoir en se libérant de la tutelle de l'Etat, c'est-à-dire en obtenant leur indépendance, celle des banques centrales. Elles ont verrouillé toutes les issues qui pouvaient conduire l'Etat à utiliser « la planche à billets » pour combler ses besoins financiers présumés insatiables. Mais, en même temps, elles ont bloqué la machine économique, ce qui ne les soucie guère en Europe. Elles sont là pour lutter contre l'inflation ; c'est inscrit dans leur statut !

Toutes les économies au monde sont paralysées par la peur de l'inflation au point d'en avoir perdu complètement la raison économique.

L'Europe de Maastricht et le pacte de stabilité, qui en est la suite, sont là pour en témoigner de façon dramatique.

Comment peut-on limiter le déficit public à un taux, d'abord arbitraire, du PIB, sachant qu'il n'est plus depuis longtemps source d'inflation des prix. Depuis quelques années, la preuve nous est administrée tous les jours un peu plus que les déficits publics ne sont plus porteurs d'inflation comme le prétend la théorie. Il suffit d'observer que dans la plupart des pays industrialisés leur accumulation n'a jamais atteint de pareils sommets, alors que l'inflation des prix n'a jamais été relativement aussi faible. Il faut tout de même ajouter que l'offre et la demande s'exercent aujourd'hui en parfaite harmonie, et que la pénurie a cédé la place à l'abondance. Mais, la théorie a la peau dure ! Même pas ébranlée. On évite d'en parler, c'est tout.

Quant à la dette publique, ce n'est pas elle qui est nocive, ce sont ses intérêts. Le concept d'intérêts liés à une dette est un concept capitaliste. Rien ne s'oppose véritablement, sauf le spectre de l'inflation, à ce que la banque centrale finance l'Etat sans intérêt pour régler le problème.

Pour bien comprendre les mécanismes économiques qui sont à l'origine de l'inflation, il faut commencer par savoir de quoi l'on parle. Aussi, convient-il de bien distinguer l'inflation monétaire - trop grande quantité de monnaie - et la hausse des prix, c'est-à-dire la cause et ses effets supposés, car si l'inflation monétaire peut avoir pour conséquence la hausse des prix, on est en droit de supposer que celle-ci n'a pas exclusivement pour origine l'inflation monétaire. Le terme d'inflation passé dans le langage commun entretient tout naturellement la confusion. Pour bien marquer la différence ici, on emploiera le plus souvent les termes d'inflation monétaire et d'inflation ou de hausse des prix.

En simplifiant, la théorie quantitative de la monnaie nous enseigne qu'une émission trop grande de monnaie a pour conséquence une hausse générale tout aussi grande des prix. Cela suppose d'abord que la monnaie circule exclusivement pour les besoins de l'activité de production, ce qui n'est pas le cas puisqu'elle est largement employée à l'activité de spéculation. Cela suppose en outre que la monnaie émise circule sans restriction, ce qui n'est pas le cas non plus puisque l'épargne en banque est une épargne morte, immobilisée dans les parkings monétaires. A ce propos, le lecteur est invité à se reporter au chapitre "Macroéconomie de l'épargne".

Qu'il soit le fait de causes naturelles ou artificielles, **tout déséquilibre pouvant exister entre l'offre et la demande est la seule cause d'inflation des prix par l'inflation monétaire**. Par déséquilibre entre l'offre et la demande, il faut entendre déséquilibre entre les moyens de production de l'offre et les moyens financiers de la demande.

En fait, la masse monétaire n'a aucune incidence sur les prix dès lors que l'offre et la demande sont équilibrées, c'est-à-dire quand l'offre fournit la demande. Ce qui est le cas dans nos pays industrialisés où la structure et l'outil de production sont généralement bien adaptés à la demande courante.

C'est la rareté d'un produit qui fait son prix.

Dans nos sociétés modernes, la véritable cause de la hausse des prix se trouve plus simplement dans l'attitude des entrepreneurs n'hésitant pas à modifier, qui les tarifs, qui les pancartes, qui les étiquettes pour faire leur profit et améliorer leur pouvoir d'achat. Il s'agit là pour eux de l'une des deux voies qui conduisent au profit, sans doute la plus directe, la seconde étant la réduction des coûts.

Quel que soit l'environnement économique, que l'offre et la demande soient ou non équilibrées, **le comportement de l'entrepreneur est la seule cause d'inflation des prix, en l'absence d'inflation monétaire**. Encore que celle-ci reste à démontrer.

Voilà résumé tout ce que la théorie monétariste de l'inflation est incapable de traduire parce qu'elle ne prend pas en compte la réalité.

Il s'est trouvé par le passé et il se trouve encore des situations économiques critiques dans lesquelles l'émission inconsidérée de signes monétaires produit, à coup sûr, la hausse des prix. Ce n'est pas une raison suffisante pour en faire une règle absolue.

On a connu dans notre histoire un exemple retentissant qui est celui des assignats, fabriqués à des cadences infernales sous la Révolution, à l'époque de la Terreur. La hausse des prix allait allègrement quasiment au même rythme. Ce fut sans doute la première planche à billets, celle qui a laissé tant de traces dans nos comportements et qui n'est sans doute pas étrangère à notre conception actuelle de la monnaie.

L'effort de guerre démesuré est souvent la cause d'une situation de pénurie généralisée, et l'émission excessive de monnaie (moyen pour l'Etat de régler ses dépenses) a fatalement pour conséquence une hausse tout aussi excessive des prix. L'effort militaire est tel que la main d'œuvre et les produits de base font défaut pour assurer les besoins vitaux de la population. C'est le règne du rationnement et du marché noir.

Dans cette situation de pénurie généralisée, la structure de la production n'est pas adaptée à la demande : l'offre est incapable de répondre à la demande. L'ajustement entre les quantités demandées et les quantités offertes se fait par le surenchérissement des prix, seul moyen d'éliminer la demande excédentaire d'une population disposant d'une quantité de monnaie inconsidérément émise par l'Etat.

Dans les pays sous-développés ou en difficile voie de développement, il existe des besoins immenses, à commencer par des besoins alimentaires, qui restent largement insatisfaits. La situation dans ces pays n'a pas les mêmes racines que dans les exemples précédents, mais les conséquences d'une émission excessive de monnaie sont les mêmes sur les prix, puisque l'appareil de production n'est pas adapté aux moyens de la consommation.

Ajoutons que la dictature, mode de gouvernement trop souvent en vigueur dans un grand nombre de ces pays, fait obstacle à une organisation spontanée de l'économie locale, et entretient avec elle la situation de disette. En outre, les catastrophes naturelles (sécheresse, inondations et autres) ne peuvent qu'aggraver des conditions d'existence ordinairement difficiles.

Ainsi, dès lors qu'il existe un grave déséquilibre entre la demande et l'offre, l'émission monétaire (généralement pratiquée pour les besoins de l'Etat) est toujours à l'origine de l'inflation des prix, et plus l'émission est forte plus l'inflation galope. Voici pour l'aspect technique de l'inflation des prix par l'inflation monétaire.

Le manque de confiance et la spéculation sont certainement des facteurs d'amplification du phénomène, mais ne peuvent à eux seuls l'expliquer si ces conditions techniques ne sont pas réunies.

Il existe cependant, une situation spécifique dans laquelle l'appareil de production n'est plus en mesure de satisfaire la demande, et se comporte à peu près de la même manière qu'en situation de pénurie. C'est ce que l'on appelle la surchauffe, caractérisée par un emballement de l'appareil de production face à une demande trop forte. Dans ce cas, l'ajustement entre les quantités demandées et les quantités offertes ne peut s'établir que par le surenchérissement des prix, seul moyen ici aussi d'évacuer la demande excédentaire. On ne peut pas parler d'inflation monétaire, puisque c'est le dérèglement de l'appareil de production qui est à l'origine de l'événement.

Si cette situation de surchauffe semble présenter des effets sur les prix comparables à ceux de l'inflation monétaire en période de pénurie, elle en diffère pourtant par son étendue, car ici, les hausses de prix concernent les seuls produits nécessitant un ajustement de la demande par l'offre. Dans l'hypothèse où l'on serait amené à observer une généralisation des hausses à d'autres secteurs ou produits, ce serait vraisemblablement par effet de contagion sur le comportement des entrepreneurs.

On peut attribuer les causes de la surchauffe à une mauvaise régulation de l'économie, lorsque par exemple la concurrence fait défaut dans certains secteurs trop sollicités ou insuffisamment équipés, provoquant ainsi l'emballement de l'appareil de production. Cela ne signifie pas pour autant que la quantité de monnaie en circulation soit trop élevée, mais plus simplement qu'elle circule plus vivement dans la sphère réelle. Et puis, la surchauffe n'est que passagère puisqu'elle ne dure que le temps nécessaire à l'adaptation de l'outil de production, tandis que l'inflation monétaire sur fond de pénurie recouvre un mal beaucoup plus profond.

Dans nos pays industrialisés, dits riches, caractérisés par une certaine profusion de moyens en hommes, en technologies et en matières, on peut parler d'abondance, même si les dérèglements économiques, auxquels nous sommes malheureusement soumis, ont pour effet, ici ou là, de marginaliser et d'appauvrir une partie de la population.

Ici, les hausses comme les baisses de prix répondent à des règles différentes et à d'autres critères d'influence, car l'ajustement entre les quantités demandées et les quantités offertes est rapide sinon quasi-instantané (produits agricoles et matières premières exceptés), en raison de l'existence même de puissants moyens de production et d'habitudes de consommation bien connues et maîtrisées.

La structure et l'outil de production sont généralement bien adaptés à la demande courante. Les systèmes modernes de perception du marché (études de marché, enquêtes de comportement, etc..) n'y sont pas étrangers.

Il est bon de rappeler une évidence que l'on peut observer quelles que soient les conditions de l'environnement. Si l'augmentation d'un prix peut avoir pour origine de nombreuses causes, elle est toujours le fait d'une décision de relèvement d'une pancarte, d'une étiquette, d'un tarif, en un mot du support de l'offre. Cette décision appartient à l'entrepreneur, dirigeant l'entreprise qui fabrique, négocie, vend des biens et prête ses services.

Ainsi peut-on dire, qu'il n'est d'augmentation de prix qui ne profite à quiconque. Encore faut-il ajouter que la hausse d'un prix profite à son auteur tant que la hausse générale des prix n'a pas atteint le niveau de sa propre hausse. Là est le moteur de l'inflation galopante. Il convient, bien sûr, d'ajouter que les prix sont fixés, en fonction du marché certes, mais par des agents qui obéissent aux impératifs de rentabilité et de profit. En outre, ces prix sont composés, sauf cas de force majeure, de deux éléments essentiels : les coûts supportés par l'entreprise et les profits qu'elle compte en tirer. Il n'y a pas d'économie libérale d'entreprise sans ces deux facteurs.

Ce sont donc, en règle générale, les profits attendus qui font les prix. Mais, comme les profits sont sensibles à la marche des affaires, c'est-à-dire aux quantités vendues (seuil de rentabilité), les prix s'ajustent dans des conditions qui diffèrent selon que l'on traverse une période d'expansion ou de récession.

Aussi, la concurrence sauvage imposée par la politique de nos gouvernants entraîne-t-elle une contrainte supplémentaire pour les entrepreneurs dans la fixation de leurs prix, contrainte difficilement supportable en période de crise, car à défaut de hausse des prix, on assiste à des mouvements continuels d'ajustement sur les coûts.

Quand les affaires marchent les prix ont une tendance naturelle à grimper, et quand elles ne marchent pas ils ont une tendance tout aussi naturelle à baisser.

En période d'abondance, lorsque la sphère réelle est alimentée abondamment en monnaie, les entrepreneurs sont de plus en plus nombreux ; les affaires marchent et les prix montent. C'est à celui qui ramassera la plus grande part possible de la manne nourricière.

En période de crise ou de récession, lorsque la sphère réelle manque de monnaie, les affaires ralentissent, les entrepreneurs deviennent évidemment trop nombreux, et tant qu'ils le resteront leurs affaires ralentiront et les prix tendront à baisser; les plus faibles doivent céder la place aux plus forts. Le gâteau se réduisant, c'est à celui qui pourra en conserver sa part.

La concurrence peut être forte quand les affaires marchent, mais elle doit être faible quand elles ne marchent pas. C'est affaire de bon sens ! Le libre-échange ne se justifie qu'en période de forte expansion et de plein emploi. En période de crise, de stagnation et de sous-emploi, il devient la machine infernale à produire le chômage et la misère que l'on peut observer.

Il est évident que la quantité de monnaie entrant dans la sphère réelle est un facteur prépondérant de la hausse des prix, puisque les affaires ne peuvent marcher sans que la monnaie irrigue amplement cette sphère et sans que les entrepreneurs l'utilisent à leur

avantage. On touche là au principe même de l'activité de production: il n'y a pas d'échange sans monnaie et sans monnaie, il n'y a pas de profit.

L'erreur invraisemblable est de croire que la quantité de monnaie émise est employée de manière régulière, permanente et exclusive à l'activité de production, ce qui est totalement faux. L'erreur inacceptable est de faire l'impasse sur l'activité de la sphère monétaire et financière que l'on a délibérément écarté de la théorie quantitative de la monnaie.

En luttant comme on le fait contre l'inflation on se trompe de cible, et le prix de l'erreur est le sacrifice de dizaines de millions d'êtres humains, de chômeurs, d'exclus et de miséreux. De nombreuses voix, pleines de bon sens, se sont élevées pour dire qu'il serait bon de laisser filer un peu d'inflation pour faire repartir la machine quand elle ralentit. L'aveuglement et l'entêtement à combattre l'inflation sont tels qu'ils ne sont même pas entendus.

Il est grand temps de mettre au placard la théorie quantitative de la monnaie, carcan de nos souffrances, essentiellement fondée sur une situation de pénurie endémique, et aveuglement généralisée à quelque situation économique que ce soit.

Et, pour comble de notre malheur, cette théorie est le fondement même des politiques monétaires des banques centrales qui n'ont pas d'autre argument pour conserver le pouvoir.

jean bayard  
janvier 2006  
revu et corrigé en juillet 2007  
puis en janvier 2008